



**Le président fédéral Joachim Gauck
à l'issue de « l'office œcuménique en la cathédrale de
Berlin à l'occasion du souvenir du génocide contre les
Arméniens, les Araméens et les Grecs pontiques »
à Berlin
le 23 avril 2015**

Pour commencer, merci à vous, Messieurs les responsables de vos Églises, qui avez organisé ce service religieux au centre de Berlin et nous y avez invités. Ma présence aujourd'hui illustre le fait que, dans cette Allemagne qui est la nôtre, l'État et les dirigeants politiques se sentent toujours engagés à faire une analyse du passé à la fois honnête, appropriée et autocritique.

Mesdames et Messieurs, nous commémorons en cette heure les membres du peuple arménien qui, il y a un siècle, furent victimes par centaines de milliers d'actes criminels planifiés et systématiques.

Sans distinction, des femmes et des hommes, des enfants et des vieillards furent déportés, envoyés dans des marches de la mort, abandonnés sans aucune protection et sans aucune nourriture dans la steppe et le désert, brûlés vifs, persécutés, frappés à mort et abattus.

Ce crime planifié et calculé a frappé les Arméniens pour une seule et unique raison : parce qu'ils étaient Arméniens. C'est de façon comparable qu'il a frappé leurs compagnons d'infortune, Assyriens ou Araméens et Grecs pontiques.

Avec ce que nous savons aujourd'hui et compte tenu des horreurs politiques et humanitaires des dernières décennies, il est pour nous très clair que le sort des Arméniens est emblématique dans l'histoire des exterminations de masse, des épurations ethniques, des déportations comme des génocides qui ont marqué le XXe siècle de si terrible façon.

Ces crimes furent commis dans l'ombre de guerres, la guerre ayant également servi à légitimer les actes de cruauté. Il en fut ainsi pour les Arméniens lors de la Première Guerre mondiale ; et il en fut ainsi dans le courant du siècle en d'autres lieux également, et comme

parfois encore aujourd'hui, pour nombre d'autres minorités religieuses et nationales. Ils furent désignés comme espions, comme étant à la solde de puissances étrangères, comme entraves à l'unité nationale, comme ennemis de classe ou de race, comme foyer de maladie dans le corps de la société.

Nous commémorons les victimes afin qu'elles ne soient pas oubliées, non plus que leur sort. Nous leur rendons hommage pour elles-mêmes. C'est avant tout un rappel à la dignité inaliénable de chaque être humain. Cette dignité ne peut être anéantie, mais l'on peut lui porter atteinte infiniment, en la méprisant et en la foulant aux pieds.

Nous évoquons ces victimes afin qu'elles retrouvent une voix dans le souvenir, afin que leur histoire soit racontée, cette histoire à laquelle rien ne devrait plus nous ramener.

Oui, nous rendons hommage aux victimes également dans notre propre intérêt. Nous ne pouvons préserver notre propre humanité que si ce ne sont pas seulement les vainqueurs qui définissent, pour nous autres vivants, l'histoire et la mémoire, mais aussi les battus, les perdants, les trahis et les opprimés.

Mais le souvenir des victimes serait tronqué si l'on ne parlait pas également des bourreaux. Il n'y a pas de victimes sans bourreaux. Les coupables, à savoir les dirigeants de l'Empire ottoman à cette époque et leurs hommes de main, étaient, comme à vrai dire tous les auteurs de massacres commis au nom de motifs racistes, ethniques ou religieux, fanatiquement convaincus de la justesse de leurs actes.

L'idéologie jeune-turque cherchait, dans un État national qui soit homogène d'un point de vue ethnique et uniforme sur le plan religieux, une alternative à la tradition déclinante de la coexistence des différents peuples et religions dans l'Empire ottoman en plein effondrement. La séparation en groupes de population, les épurations ethniques et les déportations constituèrent souvent, au début du XXe siècle, la face obscure de la naissance d'États nationaux. Mais il n'est pas rare que les idéologies d'unité et de pureté débouchent sur l'exclusion et la déportation et, in fine, sur des actes criminels. Dans l'Empire ottoman se développa à partir de cela une logique génocidaire dont le peuple arménien devint la victime.

Nous nous trouvons au cœur d'un débat visant à déterminer quelle désignation est la plus appropriée pour ce qui s'est passé il y a 100 ans. Veillons cependant à ce que ce débat ne se réduise pas à des désaccords concernant un terme. Il s'agit par-dessus tout, fût-ce 100 ans après, de reconnaître, de déplorer et de porter le deuil de l'extermination programmée d'un peuple dans toute son épouvantable réalité. Sans cela, nous perdrons le sens de l'orientation et de notre propre estime.

Si nous parvenons à nous accorder sur l'appréciation de l'histoire, si nous savons nommer l'injustice, même si ceux qui l'ont commise étaient des nôtres, si nous témoignons de la même façon que nous respectons le droit et les droits de l'homme, et vivons dans ce respect, alors nous garantissons la dignité des victimes et créons un socle humain commun pour le vivre ensemble, en notre sein et par-delà les frontières.

En rappelant cela, nous ne plaçons personne parmi les vivants d'aujourd'hui sur le banc des accusés. Les coupables d'autrefois ne sont plus en vie et la faute n'incombe pas à leurs enfants et petits-enfants. Ce que les descendants des victimes sont cependant en droit d'attendre est la reconnaissance des faits historiques et ainsi, d'une faute historique. Il relève de la responsabilité des vivants de se sentir tenus à une politique qui respecte et protège le droit à la vie et les droits de l'homme de tout un chacun, comme d'ailleurs de toute minorité.

Nous ne suivons donc, dans le cas des Arméniens, pas d'autre principe que celui de la profonde expérience humaine : nous pouvons nous libérer de notre faute si nous la reconnaissons, nous ne pouvons pas nous en libérer si nous la nions, la refoulons ou si nous la minimisons. En Allemagne, c'est péniblement et en partie avec un honteux retard que nous avons appris à commémorer les crimes commis au temps du national-socialisme, et en premier lieu la persécution et l'extermination des Juifs d'Europe. Et ce faisant, nous avons appris à faire la différence entre la faute des coupables, qui doit être reconnue et nommée sans restriction, et la responsabilité des générations suivantes qui doivent commémorer les événements de manière juste.

Le fait de rappeler le massacre du peuple arménien ici aussi, en Allemagne, a un sens profond et se justifie de façon claire. Parmi nous vivent des descendants d'Arméniens et de Turcs qui possèdent chacun leur propre histoire. Il est toutefois important pour un vivre ensemble pacifique que tous soient guidés par les mêmes principes éclairés pour analyser le passé.

Dans le cas présent, nous autres Allemands devons également, tous autant que nous sommes, nous atteler encore une fois à l'analyse lorsqu'il s'agit en effet de coresponsabilité voire, le cas échéant, de complicité dans le génocide arménien.

Des militaires allemands ont aussi été impliqués dans la planification ainsi que dans une partie de la mise en œuvre des déportations. Des indications fournies par des observateurs et des diplomates allemands qui avaient précisément décelé la volonté d'extermination dans les actions contre les Arméniens ont été passées sous silence et ignorées. Car le Reich ne voulait pas mettre en danger les relations avec son allié ottoman. Le chancelier de l'Empire

Bethmann Hollweg, qu'un représentant spécial avait informé très en détail de la persécution des Arméniens, eut en décembre 1915 cette parole lapidaire : « Notre unique objectif est de maintenir la Turquie à nos côtés jusqu'à la fin de la guerre, peu importe que des Arméniens doivent ou non mourir pour cela ». C'est difficile à entendre, mais nous rappelons en revanche que c'est également par des Allemands, en tête desquels le très engagé Johannes Lepsius, et par leurs activités journalistiques que furent portées à la connaissance du monde entier les souffrances endurées par les Arméniens.

Ce fut l'infirmier Armin Theophil Wegner qui fixa sur pellicule le sort des Arméniens et le fit connaître en Allemagne après la guerre à travers des reportages photographiques. Et ce fut l'Autrichien Franz Werfel, par son roman « Les 40 jours du Musa Dagh », qui offrit à la résistance des Arméniens contre leur extermination programmée un mémorial artistique. Après sa parution en 1933, ce livre fut rapidement interdit en Allemagne, mais dans les ghettos juifs de Bialystok et de Vilnius, il fut lu, et ce comme un présage de ce qui attendait les Juifs. Ainsi, aussi bien les censeurs du Troisième Reich que les Juifs avaient parfaitement compris le sens du livre et l'histoire qui y était narrée.

Lorsque Adolf Hitler, dans son ordre d'engagement du 22 août 1939, commanda aux généraux des groupes de l'armée de terre allemande d'attaquer la Pologne et leur dévoila ses intentions « d'envoyer sans pitié à la mort tout homme, femme ou enfant d'origine et de langue polonaise », il conclut, s'attendant à une indifférence collective, par cette question rhétorique : « Qui aujourd'hui parle encore de l'extermination des Arméniens ? ».

Nous, nous en parlons ! Aujourd'hui encore, cent ans après, nous en parlons en toute conscience ; de cela et d'autres crimes contre l'humanité et la dignité humaine : nous le faisons pour qu'Hitler n'ait pas raison. Et nous le faisons pour qu'aucun autre dictateur, aucun despote et aucune personne ne tenant pour légitime l'épuration ethnique ne puisse espérer que ses actes soient ignorés ou oubliés.

Oui, nous continuons de parler aussi de connaissances désagréables, de refus de responsabilité et de faute ancienne. Nous ne faisons pas cela pour nous attacher à un passé accablant, mais nous le faisons afin de demeurer vigilants et de réagir à temps lorsque l'extermination et la terreur menacent les hommes et les peuples.

Il est bon de se souvenir ensemble et non séparés par nos confessions et nos religions ou nos langues, séparés par nos frontières ethniques et nationales. Nous sommes aujourd'hui reconnaissants des signes de commémoration et de réconciliation venus du monde entier. Et je me réjouis tout particulièrement de chaque signe encourageant de compréhension et de chaque pas accompli les uns vers les autres entre Turcs et Arméniens.

Personne ne doit avoir peur de la vérité. Sans vérité, il n'y a pas de réconciliation possible. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons surmonter ce qui nous a séparés et ce qui nous sépare. Ce n'est qu'ensemble que notre avenir est bon, dans ce même monde qui est entre nos mains à tous.